

n°36

BIMESTRIEL

juin

2002

Je suis et
resterai **ÉGALITÉ**
un
FACHO...



Le Pen fout le camp

HALTE!

kabylie

*L'insurrection
libertaire
des Aarouchs*



barcelone



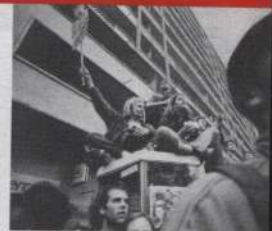
*Bastion
électrique*

keffieh



*Où va
la Palestine?*

gpv



*Bouge
en ville*



toulouse

ÇA M'ÉNERVE...

Suffit pas d voter



© Arnaud DUFAUD

● Donc nous avons voté. Nous avons plébiscité le bruit et les odeurs, le bruit des casseroles et les odeurs de pots de vins, pour repousser le plus loin possible le bruit des bottes et les odeurs de charogne. Le rituel est accompli, nous pouvons maintenant regarder ces élections, et les législatives qui vont suivre, pour ce qu'elles sont: une défaite générale. Celle des «partis de gouvernement» dans un premier temps, la nôtre ensuite.

Du rejet sans appel d'un système, de ses représentants, de ses pratiques politiques et sociales, nous sommes passés, par la grâce du «grand blond en avant» du 21-avril-20-heures, et dès le lendemain, à la célébration unanime de la République en danger. Condamnées au soir du premier tour, les institutions et leurs personnels se retrouvent amnistiés au soir du second. Clamer partout qu'on vote «escroc» ou «Supermenteur» peut reconforter mais ne change pas la réalité: le «vote utile» que la gauche déconsidérée et l'ensemble des professionnels de l'élection ne parvenaient plus à vendre, nous l'avons, pour les meilleures raisons possibles, réhabilité. On saura nous le rappeler dès les législatives, et en toutes occasions quand l'expression d'une opposition politique ou d'une contestation sociale radicales viendront mettre en péril le doux ronronnement d'un consensus si favorable aux carrières et aux bénéfiques.

Nous avons assisté entre les deux tours aux prémices d'une renaissance possible de la conscience et de la pratique politiques; qu'elle se soit limitée à un appel au civisme électoral montre le chemin qui reste à parcourir. L'expression politique, comme l'antifascisme, ne peut se réduire à la relégitimation dans la rue ou dans les urnes, à intervalles réguliers, d'une société dont le fonctionnement même est la première cause du développement de l'extrême-droite.

➤ Ravachefolle

La gauche déconsidérée...

BOUSSOLE



© Arnaud DUFAUD

Les libertaires face aux présidentielles d'avril 2002.

Avant le premier tour des présidentielles, Alternative libertaire a mené une campagne nationale pour le refus de vote. Il était évident que nous ne pouvions reconduire mécaniquement cet appel pour le second tour.

Le sens du combat antifasciste après ces élections présidentielles

Un formidable mouvement s'est levé entre les deux tours. Sa limite a été de se focaliser contre Le Pen et le FN en ne remettant pas en question les causes profondes de leur ascension. La menace de l'extrême-droite a permis de masquer les responsabilités du gouvernement sortant et de la droite. La crise institutionnelle a été oubliée sous la poussée d'un improbable «Front républicain» et d'une apologie d'une «République» pourtant inégalitaire et antidémocratique, et reposant aussi sur l'exclusion politique des immigrés. La défaite de Le Pen n'annonce en rien une déroute de l'extrême-droite. Des conquêtes institutionnelles peuvent lui permettre de développer ses positions, les causes sociales et politiques qui ont permis sa montée n'ayant pas disparu.

Comment combattre le fascisme? En analysant ce qu'il est, et ce qui le rend possible:

– Parce que l'extrême-droite est une force idéologique et une machine à tromper les citoyens, il est important que l'antifascisme se développe sous diverses formes: collectifs de base,

collectifs Ras l'Front, Sections carrément anti Le Pen...

– Parce que l'extrême-droite s'appuie sur les institutions pour asseoir son influence, il faut agir pour quelle n'accède à aucun poste de pouvoir, y compris par le vote barrage. En ceci nous divergeons d'autres militants libertaires. Sans nous faire d'illusions sur les progrès qui sortiraient des urnes, nous savons que le pire peut par contre en surgir. Le fascisme doit aussi se combattre dans les urnes.

– Enfin l'antifascisme ne peut seul triompher du fascisme. Pour détruire les souches sur lesquelles il prolifère, il faut que se développe un large mouvement de transformation de la société, portant à la fois des exigences d'égalité des Droits sans aucune discrimination, et de Justice sociale. Pour combattre l'extrême-droite, il faut combattre la misère.

Pour un Front social de l'Égalité et de la Solidarité

L'immense mouvement de mobilisation d'avril doit trouver un débouché politique, sans récupération au profit de tel parti, et sans se perdre dans les jeux d'institutions désavouées. La seule issue pour faire reculer la misère et le racisme est pour nous l'émergence d'un vaste Front social, d'un vaste mouvement s'exprimant sur tous les lieux de vie, et fédérant les luttes sociales. Un Front social porteur d'exigences immédiates, pour la redistribution des richesses par un relèvement massif des minima sociaux et

Les jeux d'institutions désavoués...

Quel mouvement social ?

des salaires, une redistribution du travail, la réquisition des logements vides, l'arrêt de toutes les expulsions, la régularisation de tous les sans-papiers. Un Front social permettant d'ouvrir le débat sur les transformations de la société, y compris les droits et exigences d'une démocratie authentique. Nombre d'entre nous se retrouvent autour de l'idée d'un « Front Social de l'Égalité et de la Solidarité », à construire sur la base des associations du mouvement social et des organisations syndicales, mais également en l'élargissant à la population et la jeunesse à travers des assemblées ou des forums de rue, de quartier, d'entreprises, ouverts aux individus. Les mobilisations sociales en Italie comme en Espagne doivent nous inspirer. Un tel « Front Social de l'Égalité et de la Solidarité » ne se décrète pas, mais ses prémisses existent déjà. Une partie des mouvements sociaux ont tissé des liens réguliers dans de nombreuses localités, comme à Toulouse, et se retrouvent ensemble mobilisation après mobilisation. Des initiatives vont dans le sens d'une fédération des luttes, qu'il s'agisse de l'Appel aux forums de rue ou de la Marche des résistances sociales.

Les libertaires ne peuvent que s'inscrire dans ces démarches, et favoriser un élargissement à des forces nouvelles. Pouvoir s'exprimer directement nécessite que la question des lieux soit posée. Cette question est décisive pour l'avenir.

Vis à vis des partis et des mouvements politiques de gauche et d'extrême-gauche, la relation doit être claire et rompre avec la soumission qui a trop longtemps pesé sur le mouvement social et syndical, et contribué à sa régression. Un tel Front social doit rester autonome vis à vis de quelque force politique que ce soit (y compris

libertaire). Il repose sur l'arc association/syndicats/assemblée de citoyens. Tel parti peut soutenir, mais non diriger ou participer en tant que tel à son organisation. La relation aux partis qui se présentent aux élections et qui peuvent se retrouver, à tout niveau, dans des positions de pouvoir, ne peut être que confrontative: une relation où les élus écoutent les exigences des mouvements sociaux, se prononcent sur elles, mais en aucun cas ne prétendent les dicter. Cette conception de la politique est à la base de l'engagement libertaire. Cette relation confrontative aux partis institutionnels trouvera une application immédiate dès les législatives de juin. Face au gouvernement qui en sortira, l'heure sera à l'affrontement, et les libertaires appellent d'ores et déjà à réfléchir à la possibilité d'une grève générale accompagnée d'un mouvement social où convergeraient toutes les formes de résistances contre toutes les formes de précarité, d'exclusions et de domination.

Les dangers et les pièges des législatives de juin 2002

Le vote « utile » va imposer une formidable pression sur les élections législatives. Derrière le « Front républicain » s'avance une condamnation, au nom du vote « utile », de toutes les expressions critiques, l'abstention, le vote nul ou blanc, les candidatures d'extrême-gauche. Au sein de l'institution parlementaire il n'y aura pas d'espace pour une expression des résistances sociales. Mais des exigences pourront être formulées par les mouvements sociaux, hors des institutions. En conséquence, les militant(e)s d'Alternative libertaire proposent d'agir durant ces élections autour des axes suivants :

- Favoriser et soutenir toutes les initiatives permettant une expression directe des citoyens, qui rendra vivante l'opposition entre la démocratie directe et la délégation du pouvoir.

- Rappeler les responsabilités et les politiques antisociales de la gauche et de la droite institutionnelles.

- Exprimer et étayer notre critique des institutions dites « républicaines » et leur opposer un projet fondé sur l'autogestion et la fédération.

- Donner un second souffle à la lutte antifasciste. Il appartient aux collectifs et militant(e)s libertaires qui ne se laissent pas étouffer par les tabous idéologiques d'agir, y compris par le bulletin de vote, partout où l'extrême-droite risquerait d'emporter des sièges.

- Mettre en garde les partis d'extrême-gauche contre les tentatives de dévoyer des porte-parole des mouvements sociaux. L'espoir de limiter la chute prévisible des scores de LO et de la LCR ne doit pas entraîner les mouvements sociaux dans une aventure électorale où ils ne pourraient que se minorer.

Le gouvernement qui sortira de ces législatives fera mine d'avoir « entendu le message des électeurs ». Mais il continuera la politique du tout sécuritaire, toujours sans s'attaquer aux inégalités et aux injustices sociales, et toujours en accélérant la précarité et l'insécurité sociale; il n'améliorera pas le statut des popu-

lations issues de l'immigration, et notamment des sans-papiers; il poursuivra la criminalisation des militants des mouvements sociaux; il continuera à inscrire la conduite du pays dans la mondialisation capitaliste, dont la politique libérale de l'Union européenne est un des leviers. Il ne doit y avoir aucun état de grâce après les législatives.

- Remettre la question internationale à l'ordre du jour, en faire l'un des vecteurs de la politisation de la jeunesse, un des axes majeurs du mouvement social autour du soutien à la lutte du peuple palestinien, du contre-sommet de Séville (qui permettra de défendre le projet d'une autre Europe) et de la Marche des résistances sociales qui la précédera, du « Forum social européen » en novembre en Italie, et la préparation du G8 en France pour l'année 2003.

Notre responsabilité aujourd'hui: trouver la réponse collective appropriée au besoin d'espace de débats et d'élaboration entre les courants et les militants des gauches critiques et les composantes libertaires du mouvement social. Il ne s'agit pas d'adopter la posture d'une avant-garde éclairée et arrogante, mais de partager les interrogations, tout en rappelant les apports positifs de notre courant. Nous avons à apprendre des autres, et en même temps à partager, à convaincre.

► **Alternative libertaire**
(Toulouse)



© Arnauld DUBAUD

Donner un second souffle à la lutte antifasciste...

PAS DE QUARTIER

Urbanisme de façade

Pour une quarantaine de villes réparties, les Grands Projets de Ville (GPV), appelés à se substituer aux projets DSU, sont cofinancés par l'État et les collectivités locales.

Présenté par la mairie comme « un enjeu majeur pour l'action de la Ville de Toulouse », le GPV de Toulouse aurait pour vocation de remédier aux difficultés sociales qui depuis des années s'accumulent dans les quartiers sud de la ville (13% de la population mais 38% du parc immobilier social), en « favorisant l'équilibre social de la ville et transformant durablement les quartiers concernés pour les intégrer pleinement au développement de l'agglomération ». L'existence même de ce projet est d'abord le constat d'échec d'une politique, pourtant présentée naguère comme exemplaire.

Quelques remarques en préambule

On peut s'étonner qu'un projet censé retisser un lien entre les quartiers et la ville se limite à ces seuls quartiers et qu'il n'ait pas été défini dans le cadre d'un projet d'ensemble pour la ville et ses habitants. Une fois de plus on s'en remet à un corps de spécialistes, ici des urbanistes, comme on délègue ailleurs aux travailleurs sociaux, aux enseignants, à la police ou aux transports urbains le soin de masquer les effets dévastateurs de choix politiques, économiques et sociaux que les responsables n'osent assumer. On maquille le décor mais les choix politiques ne sont pas remis en cause. L'objectif avoué est d'ailleurs de « changer l'image des quartiers »... L'image actuelle dépare sans doute l'album photo.

On peut s'étonner, si les buts poursuivis sont vraiment ceux annoncés, que le quartier d'Empalot, au moins aussi en difficulté que le Mirail, n'ait du son intégration au GPV qu'aux

dégâts supplémentaires causés par l'explosion de l'AZF. L'ambition affichée par la mairie est d'abord d'ordre financier (« le plus ambitieux en matière financière ») et en y regardant de plus près celle-ci consiste à profiter du partenariat de l'État pour financer dans les quartiers concernés les actions qui, dans les autres quartiers, sont à la charge exclusive de la mairie. Tout bénéfique pour les finances locales, et si l'on oublie de dire que l'on agit dans le cadre d'un contrat avec l'État, on peut espérer en tirer un bénéfice politique.

On ne s'en étonnera pas. À Toulouse, le GPV c'est d'abord un effet d'annonce de M. Douste-Blazy en direction des Toulousains. Démarche politicienne et électoraliste visant à rassurer la population en proie au sentiment d'insécurité? Le message est clair: Toulousains dormez sur vos deux oreilles, je m'occupe du Mirail.

Le projet débute par quelques formules de politesse envers les sinistrés d'AZF, mais il n'y a aucune prise en compte réelle de cette nouvelle situation. Le projet qui devait être présenté aux habitant(e)s est resté le même qu'avant l'explosion, mise à part l'intégration au projet du quartier d'Empalot. Le sentiment d'exclusion n'a fait qu'augmenter, et l'accumulation des handicaps sociaux qui se concentrent depuis des décennies sur un quartier populaire tel que Reynerie ne peut être traitée par un simple ravalement de façade.

Le Mirail sacrifié

On peut dire que le projet présenté tire un trait sur le Mirail.



© Armand DUFAUD

Les urbanistes auteurs du document ont flanqué la Reynerie d'une voie toute droite traversant le quartier du Mirail de part en part. Les techniciens n'ont pas innové, c'est du Haussmann! Le quartier sera à portée du commissariat nouvellement installé à Bellefontaine. Cet axe qualifié de « structurant » par ses promoteurs va séparer de façon encore plus flagrante le logement social non détruit des petites copropriétés situées sur les bords du lac.

Il faut compter également sur la destruction de 40% des barres d'immeuble (2 000 logements). Le GPV reste plutôt

discret sur le relogement des habitants. Vont-ils être logés dans les barres restantes, va-t-on les envoyer loin de Toulouse? Selon la mairie, 700 logements seraient vides, donc disponibles, et 700 reconstruits... sur place, bien que 75% des locataires consultés par l'OPAC aient manifesté le désir d'être relogés ailleurs pour fuir le ghetto social, que la mairie semble bien vouloir maintenir après ravalement. Dans tous les cas, 600 logements disparaîtront, qu'il faudra bien remplacer. Où? Dans quelles conditions? Toulouse connaissait déjà d'énormes difficultés de logement

On maquille le décor...



avant l'explosion d'AZF, et ces difficultés liées à la croissance de la ville ne font même pas l'objet d'un alinéa dans le GPV. Depuis des années les problèmes de logement sont abandonnés à la promotion privée.

Il ne semble pas non plus y avoir de prolongement des incidences du GPV au-delà des secteurs concernés. Le document présenté serait en fait un projet « à discuter avec les habitant(e)s ». On s'étonne donc de voir les offices HLM demander officiellement aux locataires (y compris parfois dans des barres d'immeubles qui ne doivent pas être rasées) leur désir de

relogement. Il ne faut pas s'étonner si ces locataires sont en plein désarroi et se laissent aller à quelque amertume. La concertation avec les habitants se résume à un sondage de l'IFOP dont il ressort que « les habitants souhaitent la démolition de certains bâtiments ». Parions que les « habitants » sondés pensaient tous au bâtiment voisin du leur, voire au quartier voisin. On appelle ça le renouvellement urbain. Comme si baisser la hauteur d'un logement avait jamais changé les rapports sociaux. On éparpille simplement le ghetto. La mixité sociale annoncée ne serait qu'un prétexte

On éparpille simplement le ghetto...

pour éloigner en partie les classes dangereuses.

Ce qui est proposé est un projet déjà bien ficelé. La consultation n'est en fait qu'un simulacre de démocratie et l'on ne sait pas si leurs remarques seront prises en compte et sur quoi ils/elles peuvent agir. Le diagnostic, et le choix du remède, s'est fait sans eux. Il y a eu tout au plus quelques rencontres ciblées à l'initiative de représentants institutionnels. Quant aux salarié(e)s qui travaillent sur les quartiers, plusieurs centaines dans des métiers aussi divers que l'entretien, les services, le social, l'éducation, on fait comme s'ils n'existaient pas. Ils ont pourtant beaucoup à dire.

La démocratie et la gauche sociale

Si l'on revient quelques années en arrière, on s'aperçoit que la démocratie dans les quartiers s'est exercée en dehors des cadres institutionnels. Que ce soit suite aux émeutes de Reynerie avec une assemblée générale des habitant(e)s, ou le printemps dernier lorsque les habitant(e)s étaient convié(e)s à rencontrer les candidat(e)s aux municipales sur la place Abbal. L'initiative en est revenue aux associations de femmes, de locataires, de jeunes, des chômeurs(SES) et des syndicats), ou à la suite de l'explosion de l'AZF. Le GPV ne fait aucune place à cette gauche sociale qui pourtant a été la seule à générer une véritable démocratie locale. Les questions d'emploi et d'éducation devraient être le point central du GPV. *Quid* de tout cela ?

Les difficultés sans cesse accumulées ont enfermé la plupart des habitant(e)s dans une résignation qui n'incite pas à la colère collective constructive. Pourtant, face à cette vraie-fausse consultation démocratique, des voix commencent à se faire entendre. Le mépris mettra-t-il fin à la résignation ?

> **Biquet et Franck Einstein**

DES CHIFFRES ET DES CASTAGNES

68% C'est le pourcentage de Toulousains se prononçant contre la réouverture du pôle chimique, en totale contradiction avec la décision du Conseil départemental d'hygiène (CDH) d'une ouverture partielle des usines Raisio et Isochem. La mise en place d'un tel processus ne serait que le « cheval de Troie » pour une future ouverture de l'ensemble du pôle. Qu'attend le maire Douste-Blasy pour réaliser enfin sa récupération et transformer ce sondage en élément de sa politique participative. Je propose comme slogan « Puerto Alegre sur Garonne ».

4862 C'est le nombre exact de blessés dus à l'explosion le 21 septembre de l'AZF. Ce nombre correspondant aux déclarations d'accidents de travail qui ont suivi le 21 septembre et relevées par la CRAM. Actuellement encore la préfecture ne fait état que de 2442 blessés. Si le Pr Virenque se félicite du bon fonctionnement du SAMU en revanche il déplore « la faiblesse des communications ». Il ne croit pas si bien dire car entre la CRAM et la Préfecture il y a un abonné absent !

174 C'est le nombre de salariés de plus de 52 ans de l'usine AZF concernés par un départ en préretraite dans le cadre du projet de préservation de l'emploi. Cela leur laissera du temps pour des pêches miraculeuses dans la Garonne de poissons au ventre gonflé d'ammoniaque.

314 millions d'euros. C'est l'investissement prévu pour les quartiers du Mirail et d'Empalot, dans le cadre du Grand projet de ville (GPV). L'explosion qui pour une bonne part a touché ces quartiers, est venue à point pour réconcilier les diverses instances, locales et nationales, avec un bémol de Claude Bartolonne qui appelle « à mettre en place sans tarder les dispositifs qui permettront d'inscrire dans les faits cette volonté partagée d'une implication forte des habitants ». Le maire et le préfet vont pouvoir prendre exemple sur leur « volonté partagée » dans les solutions qu'ils ont apportées aux problèmes engendrés par l'explosion du 21 septembre.

> **Bibas**

SONNEZ LA RETRAITE

Pension de famille

La mise en place du nouveau projet de société du patronat.

Après la récente invalidation par le Conseil constitutionnel du volet «licenciement» de la loi dite de modernisation sociale, le président du MEDEF étale sa satisfaction. En quoi consiste ce projet? Le MEDEF critique le système de solidarité mis en place au lendemain de la guerre. La Sécurité sociale et l'assurance chômage encouragent paraît-il le salarié à suivre la loi du moindre effort, à devenir un «chômeur de confort». Sellière préfère le système du salarié actionnaire. Celui-ci, il est vrai, ne nécessiterait plus de prélèvements sur les profits, inadmissibles à la fois pour les patrons, les actionnaires, les assureurs et les barons de la Bourse? De même, le principe de la retraite par répartition (Sécu) est remis en question.

En France, les cotisations servent à deux choses: assurer des revenus aux retraités actuels et ouvrir des droits futurs au salarié lui-même. Il est vrai que le nombre des inactifs augmente, et que dans le même temps celui des actifs diminue. Autrement dit: de moins en moins de travailleurs fournissent leurs revenus à des retraités de plus en plus nombreux. Ce qui laisse craindre que les retraites vont fortement diminuer. C'est toutefois oublier un peu vite que la quantité de richesses à répartir ne dépend pas uniquement du nombre des producteurs; elle dépend aussi de la productivité. Or, cette productivité a énormément augmenté depuis 1945.

Plus exactement: les salariés, moins nombreux qu'avant, produisent pourtant beaucoup plus de richesses, sur lesquelles on prélève pour financer les retraites et ou sur lesquelles on devrait

prélever, car jusqu'à présent, les patrons ont conservé l'essentiel des gains de productivité.

Il s'agit donc bien bel et bien d'un problème de répartition. On entend peu parler de cet aspect de la question, et pour cause. D'une part, ce serait admettre qu'il est non seulement souhaitable, mais aussi possible que le capital participe plus au financement des retraites. D'autre part et surtout, ce serait pour les compagnies d'assurance voir s'envoler l'occasion de développer les juteux fonds de pension liés aux retraites par capitalisation. Au moment où précisément ces derniers sont tant vantés par le MEDEF et les médias, la crise de la nouvelle économie laisse entrevoir une situation boursière pour le moins instable. L'épisode du 11 septembre n'est ici qu'un révélateur. Posé autrement: avec la retraite par capitalisation, quels revenus pouvez-vous espérer percevoir quand la bourse s'effondre? Monsieur Sellière se fera un plaisir de vous répondre.

En bref, on prétend d'abord que le régime de solidarité qui permettait jusqu'ici d'échapper (tant soit peu) aux rigueurs du marché, n'est plus viable. Ce qui est faux. On demande ensuite au salarié de participer (par actionariat) au système qui le spolie (licenciements pour des motifs purement spéculatifs). Ce qui est pour le moins gonflé. On présente enfin les privatisations et les assurances et retraites par capitalisation comme des solutions incontournables. Ce qui est malhonnête. Ou encore, comme souvent, les gouvernements successifs laissent volontairement se dégrader la situation du secteur public.

Ce qui donne l'occasion au patronat du secteur privé de se poser en sauveur et de récupérer les revenus produits par les activités sinistrées puis privatisées.

> **Alternative libertaire**

Un problème de répartition...

POINT DE VUE ÉLECTRIQUE

Barcelone, l'Estaca

Le sommet de Barcelone, comme ceux de Laeken, Göteborg ou Nice, a été marqué par des atteintes intolérables aux libertés de circulation et de manifestation.

La manifestation du 16 mars à Barcelone qui a rassemblé 400 000 personnes a été l'aboutissement d'une semaine d'actions et de manifestations; celles des femmes, contre la libéralisation de l'eau, contre les OGM, le soutien aux peuples de l'Amérique du Sud, des syndicats le 14 mars, et une multitude d'actions, concerts, débats. Tout cela a ponctué la semaine avant la grande manif du samedi rendant les rues de Barcelone riches d'une contestation de plus en plus affirmée contre le capitalisme et son avatar, le cheval de Troie, le libéralisme. Pour y avoir été, malgré une présence visible, importante et agressive des forces de répressions tant au sol que dans les airs, on peut dire que ces jours-là soufflait sur Barcelone un air de liberté.

Le vendredi après-midi 15, le collectif Mars Attacks a rassemblé sur les ramblas plus de 2 000 libertaires et anti-mondialistes pour un chassé-croisé avec les forces de l'ordre qui s'est soldé par plusieurs arrestations spectaculaires par des policiers en civil sous les allées et venues des hélicoptères. Cette manifestation s'est déroulée parmi les touristes, ce qui n'a pas empêché les forces de l'ordre de matraquer et vider le lieu de la promenade avec leur habituelle douceur. Le lendemain à l'heure du rendez-vous sur le Paseo de Gracia s'est déroulée la plus grande manifestation jamais organisée à l'occasion des sommets européens et contre la globalisation capitaliste. Le cortège a rassemblé outre de nombreuses organisations

syndicales et politiques, un grand nombre de jeunes hors appartenances. Il y avait une présence importante de militants de la CGT espagnole, Apoyo Mutuo et des rescapés du blocus de la frontière décrété conjointement par les gouvernements respectifs, des militants d'Alternative libertaire, de la CNT française et de la SAC suédoise. Les forces de l'ordre ayant appliqué à leur manière la consigne «no pasaran», de nombreux manifestants ont été coincés à la frontière. Pendant trois jours, ils ont manifesté sur place contre les atteintes intolérables aux libertés de circulation et de manifestation. L'union européenne une fois de plus montre son vrai visage «libre circulation des biens et des marchandises, circulation limitée, très limitée des personnes», posant ainsi les limites qu'elle entend donner aux accords de Schengen. La semaine de contestation de Barcelone a montré la capacité de mobilisation, la pérennité du mouvement et son amplification qui doit s'exprimer avec plus de détermination encore à Séville.

> **Les passeurs libertaires**

Circulation limitée...





Barça énergie

Privilégier l'ancien monopole électrique national, c'est bien entendu protéger l'imposition déguisée qui se dissimule derrière les coûts de l'électricité en France pour les particuliers. En effet, il est fréquent que des bénéfices importants transitent d'EDF vers l'État pour arrondir le budget national. Mais au plan européen, libérer le marché de la fourniture d'énergie aux entreprises, signifie définitivement condamner toute velléité de contrôle citoyen des modes de production et de distribution de l'énergie aux grandes entreprises et de leurs pratiques. Cela rendra pratiquement impossible aux populations, d'exiger une équité d'accès à l'énergie entre les intérêts marchands et les intérêts domestiques.

Si l'on considère que les impacts sur l'environnement et l'épuisement des ressources non-renouvelables qu'elles

nécessitent sont exactement les mêmes pour la production énergétique destinée aux ménages et celle destinée aux entreprises, concrètement cette libéralisation n'est rien moins qu'une escroquerie. Car les ressources non-renouvelables, comme l'environnement appartiennent à tous, et l'énergie aujourd'hui est infiniment moins coûteuse pour les entreprises qu'elle ne l'est pour les particuliers. Le but de cette politique européenne est d'accentuer plus encore cette distorsion. Si techniquement celle-ci se pourrait se justifier dans le domaine de la distribution, sur le plan de la consommation elle procède d'un favoritisme à l'égard des industriels qui relève exclusivement d'une politique de lobby.

Ce choix politique qui nous échappe aujourd'hui est lourd de menaces pour demain. Et l'on voit mal, à moins de désintégrer le système européen, comment nous parviendrons à le contrarier. Cette perspective n'est certes pas réjouissante pour la décennie qui vient. Mais il appartient aux citoyennes et citoyens européens de se mobiliser localement contre l'inertie qui conduit aujourd'hui à une telle perte de contrôle de leurs destins.

En France, cette perte de contrôle,

La libéralisation des marchés de l'énergie en Europe menace la stabilité politique du continent et l'indépendance de ses régions pour des raisons allant au-delà des questions débattues lors du sommet de Barcelone. Le jeu diplomatique de la France est aussi un jeu de dupes.

supposée combattue par nos dirigeants, est un cheval de Troie pour imposer en retour, suivant l'argument de la compétitivité, d'ici quelques semaines ou quelques mois, l'idée de nécessité du renouvellement du parc de centrales nucléaires.

Lors de la dernière législature, le parlement français a entériné des textes visant à déconnecter les charges du traitement des déchets et de la recon-

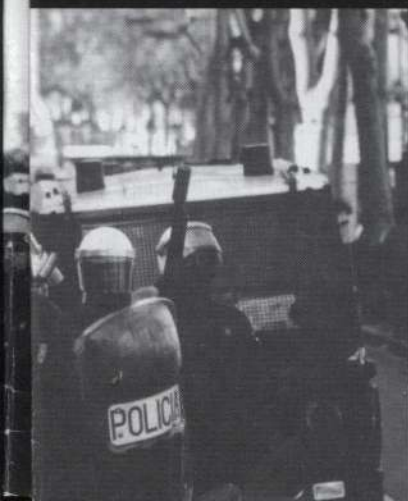
version des sites de production et d'expérimentation nucléaire de la responsabilité des entreprises, imputant désormais celles-ci à la charge du contribuable. Les Français se retrouvent donc complices d'un système d'encouragement financier au développement à venir de l'industrie nucléaire, rendue par ces textes, artificiellement concurrentielle.

Et le plus comique c'est que d'ici peu, on mènera des campagnes de publicité, peut-être même ira-t-on jusqu'à ouvrir le capital d'EDF à l'actionariat des particuliers. Reste qu'aujourd'hui comme demain la plupart des Françaises et des Français, y compris ceux qui n'auraient ni l'envie ni les moyens d'être actionnaires d'EDF ou d'AREVA ignorent qu'ils payent toutes et tous bien plus qu'ils ne l'imaginent, et sont déjà malgré eux engagés dans une stratégie d'équipement dangereuse et menaçante pour leurs descendants et ceux des autres peuples d'Europe.

L'argument de défense du service public de fourniture d'énergie aux particuliers n'est donc qu'un rideau de fumée, destiné à tromper les Françaises et les Français. Il nous appartient de donner en France à ce problème spécifique la place qu'il devrait légitimement tenir dans les débats électoraux en cours, et probablement au-delà.

> Philippe

Cette libéralisation n'est rien moins qu'une escroquerie...



KEFFIERS

Où est la Palestine ?

Bien des événements sont venus s'ajouter au drame quotidien des populations palestinienne et israélienne. Rencontre avec Marie, Luc et Jean Marc des Motivé-e-s après leur retour en territoires occupés. Une envie de témoigner, d'agir, même si les doutes s'accumulent.



© Arnaud DUFAUD

Le Coquelicot: *Beaucoup d'événements depuis votre retour de Palestine, voilà près d'un mois. Comment mettez-vous en parallèle votre vision lors de votre voyage et la situation actuelle ?*

Marie: On se sent surtout décalé, car la situation est très tendue et l'on pouvait déjà pressentir l'escalade qu'il y a en ce moment, le plus difficile c'est ce que j'ai vu là-bas qui n'a encore rien à voir avec ce qui se passe maintenant et n'avait rien à voir avec ce que je pouvais penser avant de partir. J'ai l'impression que ça va de pire en pire.

Luc: Quand on est rentré, la plupart de nos actions se sont focalisées sur l'idée de témoigner et cela a changé

maintenant parce qu'il faut que les choses soient faites rapidement au niveau international. Il me semble qu'on essaie plutôt de se focaliser sur les actions au niveau de la politique institutionnelle comme la pression que l'on avait commencé à mettre au niveau européen. Aussi, travailler plus étroitement, chose que nous n'aurions pas fait auparavant, avec le collectif des autres groupes, car il faut une action collective maintenant et une interaction immédiate.

Jean-Marc: Il y a un aspect du témoignage aujourd'hui qui peut être dérisoire. C'est vrai que l'on a du mal à dire « on va pouvoir dire ce que l'on a vu ». Il y a toujours eu une montée réelle de la violence de part et d'autre car il y avait l'oppression quotidienne des Palestiniens et la réponse en tant que dominés de certains Palestiniens à se faire péter en Israël. On sentait petit à petit cette montée de la tension. Il y avait une date, assez bizarrement présentée par les Palestiniens, en nombre de mois, ils disaient « il y a 17 mois ». C'est-à-dire qu'il y a eu une dégradation réelle à partir du début de la deuxième Intifada, de l'arrivée de Sharon sur la mosquée. Aujourd'hui, ils doivent dire 18 mois ou 19 mois. Ils comptent les jours, pour eux c'est très dur. On sentait quelque chose. Le groupe resté bloqué à Naplouz pendant plusieurs heures, ne sachant pas si on allait sortir, car il y avait eu des morts de part et d'autre, au moins six côté palestinien et, la veille, cinq morts

côté israélien. Il y avait l'armée qui bloquait complètement Naplouz. On sentait qu'il y avait quelque chose qui frémissait. Ce que nous avons vu par rapport au côté dérisoire de la chose, ce sont des lieux très ciblés quant aux affrontements et rituels: ce n'était pas la ville en général. De jour on avait l'impression de se trouver dans un quartier populaire de Damas ou du Caire, ça vivait véritablement. Ça aussi c'est l'Intifada, c'est la vie au quotidien, un dynamisme des Palestiniens malgré tout le blocus. Mais la nuit, tu ne dors pas ! Entre trois et cinq heures du matin, tu entends les hélicoptères Apaches, les tirs de chars, des tirs de mitraillettes, des coups de feu. C'est ciblé sur des check-points ou sur des bâtiments administratifs.

Le Coquelicot: *Cela dit, ce n'est plus le cas aujourd'hui !*

Jean-Marc: Non. C'est pour cela que je te dis le côté dérisoire de la chose, c'est qu'aujourd'hui qu'il y a une extension du conflit à l'échelle de toutes les villes investies ou même du territoire.

Le Coquelicot: *Aujourd'hui Israël laisse derrière elle, un camp de Jenine rasé, des rancœurs déjà tenaces, mais surtout l'image d'un État colonial aux méthodes trop souvent rencontrées. Un groupe comme Motivés, va s'engager encore plus ? Quel va être le suivi au quotidien du voyage réalisé début mars ?*

Marie: Au départ, on est parti pour témoigner et maintenant cela ne nous suffit plus, on voudrait passer vrai-



© Arnaud DUFAUD

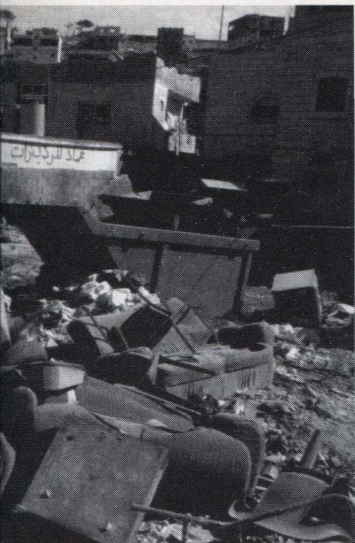
ment à l'action. Le gros problème vu la situation sur place (les communications sont quasiment coupées), on a de grosses difficultés à établir des ponts avec les gens. On était parti avec des projets précis autour des oliviers avec des artistes, autour d'une équipe de football à Ghazza, c'étaient des projets qui visaient à apporter nos richesses et nos différences. On se dit qu'à présent, ces projets sont complètement dérisoires ! Nous sommes quelques-uns à vouloir y retourner. Dans un premier temps, comment peut-on aider, comment peut-on reconstruire ? On a besoin d'actions beaucoup plus collectives et de travailler avec les autres groupes comme le disait précédemment Luc. On est aussi en attente de savoir ce que les gens ont réellement besoin, cela veut dire que nous n'allons pas arriver avec des projets qui n'amèneront rien, sinon un côté festif qui ne nuira pas à la situation mais pour l'instant les gens comptent leurs morts.

Les conditions de vie, la nourriture, l'eau

Nous avons rencontré une association israëlo-palestinienne, sous couvert de convoi humanitaire qui organise des missions civiles pour les Israéliens à l'intérieur des territoires occupés. Tous leurs convois de vivres sont bloqués. Même si on met en place une organisation, on n'est pas sûr d'arriver jusqu'au bout.

Luc: Nous sommes quelques-uns à vouloir continuer mais il faut déterminer comment, à quelles conditions, en apportant quoi. Ce qui peut être intéressant avec Motivés, c'est qu'il y

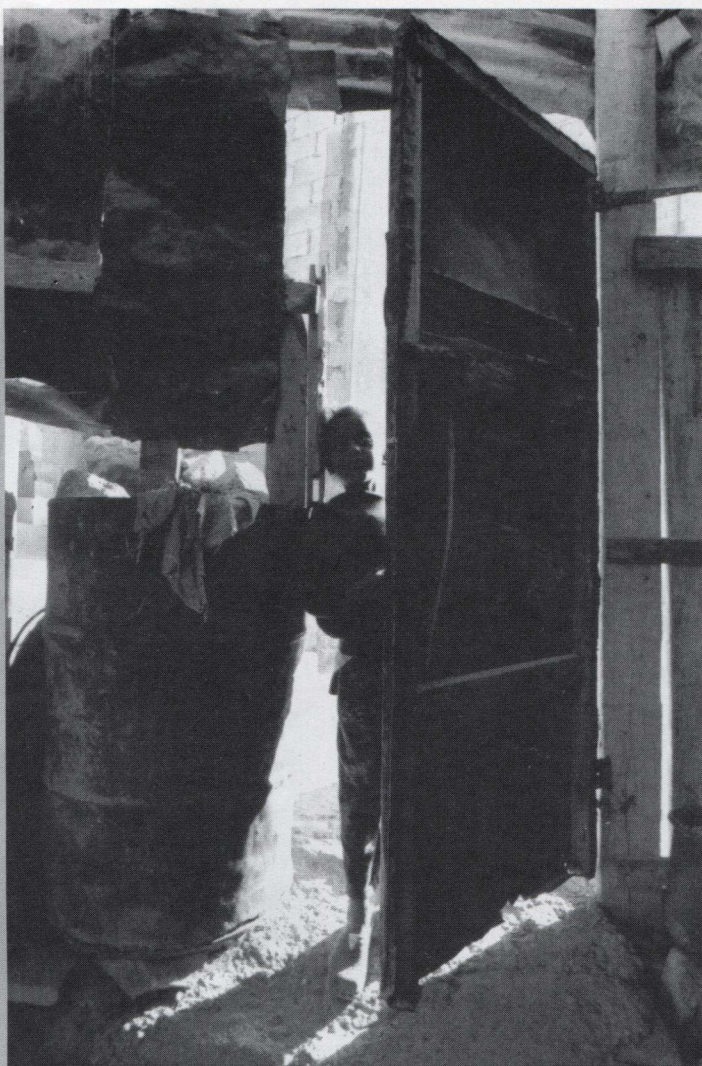
L'Intifada, c'est la vie au quotidien...



ait un travail collectif avant le départ, avec aussi les démarches individuelles. Je pense aux photographes, aux journalistes, aux universitaires, aux artistes prenant contact avec d'autres artistes.

Le Coquelicot: *L'idée que vous avez amenée au conseil municipal d'un jumelage entre Toulouse et Naplouz, cela rentre-t-il dans cette logique, pouvez-vous étendre ces projets à d'autres villes? Comment le conseil municipal toulousain a-t-il perçu cette demande puisque Toulouse est déjà jumelée avec une ville israélienne, quelle sera la conséquence? Cela sera-t-il réellement efficace?*

Marie: Le projet que l'on a par rapport à ce vœu, c'est de le porter politiquement jusqu'au bout et de mettre les élus de la majorité face à leurs responsabilités. Ce qui s'est passé, c'est que cela n'a pas été voté, ce vœu a été accepté à l'unanimité des présents donc inscrit dans les actes du conseil municipal. Quelque temps après, vu la tension croissante, Philippe Douste-Blazy a reculé signifiant qu'il était toujours favorable à ce vœu dans la mesure où la tolérance, l'anti-racisme, antisémitisme étaient des valeurs présentes. Il est complètement revenu sur ses positions. Un courrier est parti avec les autres élus, à part Madame Benayoun-Nakache, qui protège son électorat juif, pour que la mairie prenne les mesures nécessaires à ce jumelage. Quand on a rencontré le maire de Naplouz, c'est lui qui a plus ou moins émis l'idée de jumelage tripartites. En tant que Palestinien, il était intéressé pour faire jumeler sa propre ville avec une ville israélienne.



© Arnauld DUFAUD

On a pas de lien avec la mairie de Naplouz mais on a envie de porter le projet, acter, que l'on travaille aussi bien avec des Israéliens que des Palestiniens. Mais on ne veut pas de jumelage folklorique, on voudrait vraiment des accords de coopération se basant sur la reconstruction.

Luc: C'est intéressant dans la mesure où, pour moi, les Motivés réussissent plus ou moins à jouer sur une ligne fine entre la politique alternative et la politique institutionnelle. En l'occurrence, on s'est servi de l'aspect institutionnel pour mettre en place le jumelage.

Le Coquelicot: *Quel est votre sentiment sur l'évolution possible en Palestine?*

Marie: On est tous pour la paix, c'est évident. Je vois des générations, des deux côtés, qui ont été élevées dans la haine l'une de l'autre et même si on parvient à une résolution, je me dis que s'il n'y a pas plus de pression inter-

nationale, si on continue à laisser faire, cette population a en son sein une à deux générations sacrifiées. Des adolescents entre 15 et 18 ans qui n'ont vu, de l'autre camp, que des massacres, du sang, des morts, qui ne s'imaginent des Israéliens que comme des terroristes, des êtres sanguinaires et vice versa. Cela me rend très pessimiste mais je veux continuer à y croire. Les populations veulent un territoire à côté du territoire israélien. On accueillera les Israéliens, on est prêt à vivre ensemble disent-ils. Ce qui est intéressant, c'est l'organisation de la société civile sans l'État, la solidarité, l'autogestion qui ont été imposées par la situation de conflit. Espérons que cela continuera et que l'équilibre, la co-existence soit juste et vivable.

Luc: J'espère que la société civile n'aura pas été complètement anéantie.

> **Propos recueillis par Vaporetto**

KIPPA

Mer morte

Peut-être devrions-nous tous nous réjouir de la politique menée par les gouvernements israéliens successifs, et du fort soutien dont elle bénéficie en Israël et au sein de la diaspora. Parce que la défaite morale dont elle est le signe, tout en rendant la paix inéluctable, rendra impossible l'antisémitisme. Dotés d'un État, les enfants vigiliants de l'holocauste, les héritiers de siècles d'injustices et de persécutions se révèlent, à ceux qui en doutaient, des humains de l'espèce la plus commune. Ni sur-hommes, ni sous-hommes, capables du meilleur comme du pire, victimes un jour, bourreaux le lendemain. Pour la plupart serviteurs consciencieux de leur gouvernement, se retranchant derrière la défense du droit, de l'histoire et de la religion nationales, les voici frères des petits fonctionnaires scrupuleux de l'État Français, s'acquittant honnêtement des crimes commandés par la raison d'État. Ravalé au rang d'État colonial, menant sur des territoires occupés des « opérations de maintien de l'ordre et de chasse aux terroristes » qui lui valent déjà son lot de Massu, Bigeard et consorts, Israël ne sera bientôt qu'une nation ordinaire, pourvue de son contingent de héros de circonstance, et tiendra un jour ceux-ci, quand la brutalité et l'injustice de sa politique l'auront conduit à la défaite, pour les criminels de guerre qu'ils n'auront jamais cessé d'être. Les réfractaires, les opposants, les déserteurs, les traîtres minoritaires d'aujourd'hui seront, comme toujours, les justes de demain. Eux auront eu le courage, contre la foule silencieuse des criminels par défaut, de se vouloir des hommes avant de se réclamer d'un pays ou d'une religion, et interdit ainsi aux victimes de la violence coloniale d'Israël de confondre l'État qui les opprime et son peuple.

> **Ravachefolle**

Tous leurs convois de vivres sont bloqués...

KABYLIE BLUES

Bouteflika hué à Bouzaréah



« Huer » semble être la distraction favorite des Algériens pendant la période électorale.

L'insurrection algérienne qui a eu lieu en Kabylie et s'est développée vers l'Est pendant le printemps et l'été 2001 a porté à un niveau qualitatif supérieur le niveau d'une résistance qui n'avait jamais cessé. Celle-ci, pour exemplaire et héroïque qu'elle ait été, n'avait jamais réellement dépassé le stade de la revendication démocratique classique, avec les modes de délégation de pouvoir, de légitimation électorales et de légalisme que nous connaissons bien.

Revenons d'abord sur toute cette période.

Une résistance au quotidien

Cette résistance a été (est) d'abord une tétanisation de chaque jour pour maintenir l'apparence d'une normalité d'existence, pour oser circuler sur certains axes routiers, à certaines heures, pour aller à l'école, au travail, en réunion ou à une fête. Pour les femmes algériennes elle était encore plus difficile puisqu'elle commençait dans l'intimité du foyer : se voiler ou pas, se farder, mettre une jupe courte, un jean. Le cimetière était devenu le rendez-vous quasi hebdomadaire de groupes d'amis de plus en plus restreints et le parti pris de la vie devenait un pari improbable rejoué au jour le jour.

On ne se posait même plus le pourquoi de l'assassinat, mais le comment, l'art et la manière du meurtre : armes à feu ou arme blanche. Non plus son origine : on savait que ce qui était visé, au travers des femmes, des coif-

feuses, des imams professant un islam tolérant, des écrivains, des journalistes, des syndicalistes, c'était une vision d'une Algérie de l'ouverture au monde, de la diversité, de l'universalité.

Oser la vie : oser par exemple revenir d'un marché au poisson entre deux rafales de mitraillettes (qui tuèrent ce matin-là deux agents de la circulation) pour préparer une soirée de grillades en bord de mer. Oser la vie en risquant la mort des siens parce que les enfants devaient aller jouer un match scolaire de hand-ball à Médéa et pouvaient tomber dans le piège d'un barrage d'égorgeurs. Ou parce que la fille devait aller à l'école alors que le FIS (Front Islamique du Salut), à l'époque, avait interdit la mixité scolaire sous peine de mort. Ce qui était évident c'était d'abord la solitude des choix, l'individualisation des comportements. C'était aussi le silence éclatant d'une communauté

Algérie : l'insurrection libertaire du mouvement des "Aarouchs"¹

internationale largement compromise soit avec le pouvoir algérien, soit avec l'islamisme.

Le pouvoir maffieux et sa créature islamiste

Cette résistance, la vision de la société algérienne qu'elle portait, émergeait dans un paysage nouveau où il fallait réinventer les critères et les valeurs fondatrices de la vie sociale. Les couleurs hollywoodiennes de l'épopée de la libération nationale s'étaient fanées, le mythe du « socialisme spécifique » s'était effondré. Il y a belle lurette que l'État bureaucratique avait implosé, qu'avaient été brouillés les repères de ce qu'on appelait dans certains milieux critiques « le socialisme de la mamelle » et que les rapaces hibernant dans le giron autocratique du Boumediénisme s'étaient réveillés.

Du trop d'État à l'absence d'État, des règles du parti unique édictées dans les salons de la Présidence à celles de l'économie de bazar concoctées dans les restaurants du front de mer, cela changeait beaucoup. Le démembrement de l'État s'accompagne alors d'un démembrement du pays, d'une déliquescence des rapports sociaux,

d'une décomposition bidonvillesque du paysage lui-même et transforme le pays en grande braderie au dinar symbolique.

De la marmite que le président Chadli avait ouverte en 1989 (nouvelle constitution instaurant le multipartisme, économie de marché) était sorti un parti théocratique anti-constitutionnel mais qui allait beaucoup servir le pouvoir où du moins dans un premier temps le FIS (Front Islamique du Salut), mais aussi des forces de contestation démocratiques, vieux partis sortis de la clandestinité (sociaux-démocrates du Front des Forces Socialistes FFS, communistes du parti de l'Avant-garde Socialiste PAGES, trotskistes du Parti des Travailleurs PT Lambertiste ou du Parti Socialiste des Travailleurs PST proche de la LCR française), des courants non FLN à l'intérieur du syndicat unique (UGTA), et des associations revendicatives, essentiellement de femmes.

Une vive contestation sociale avait précédé cette libéralisation : en avril 1980 la revendication du « printemps berbère » avait embrasé la Kabylie. En octobre 1988 la jeunesse algéroise était descendue dans la rue. L'armée

Le FIS avait interdit la mixité scolaire...

avait réprimé ces mouvements dans un bain de sang.

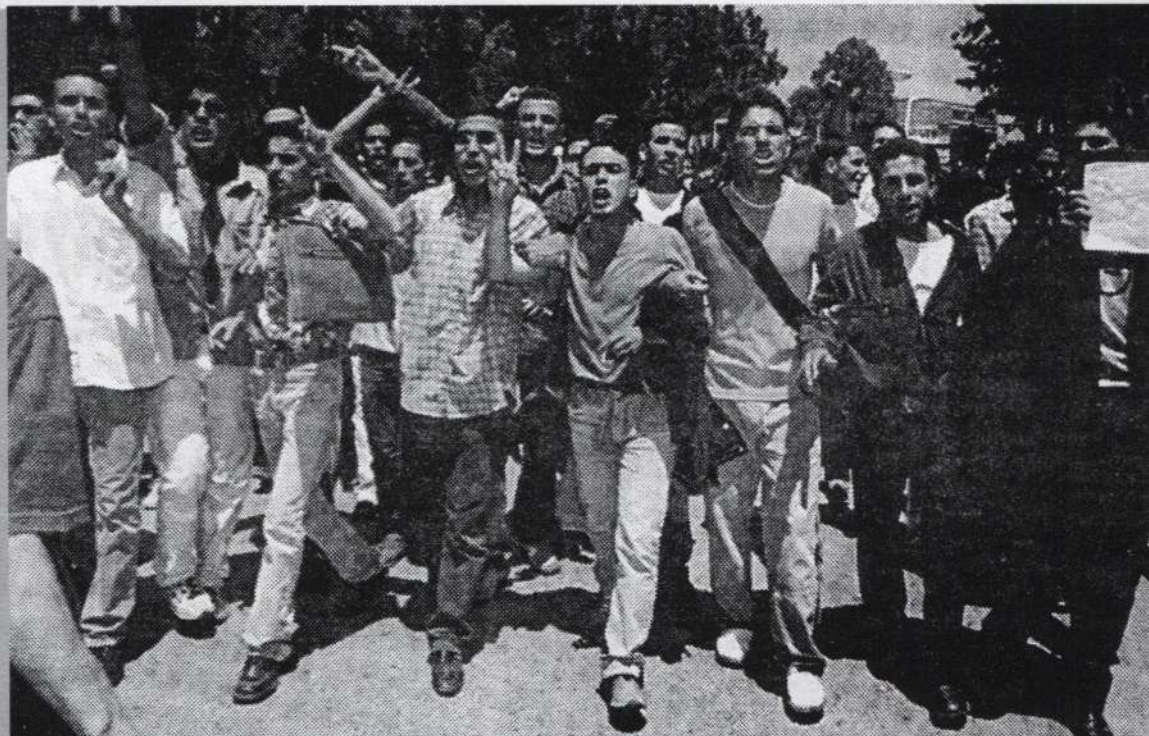
Parallèlement des courants fascistes se réclamant de l'islam montaient en puissance. En 1979 le mouvement des Frères musulmans sévissait déjà sur les campus universitaires pour tabasser les étudiants contestataires et pourchasser les couples. La même année, l'islamiste Mustapha Bouyali montait le premier maquis islamiste, collectant armes et argent, avant de perpétrer ses premiers attentats à partir de 1982. En 1981 l'étudiant Kamel Amzal, militant progressiste berbère, était assassiné à l'université de Ben Aknoun, à Alger.

C'est cet islamisme politique moyen-oriental (Égypte, Palestine, Syrie) importé en Algérie sous Boumediène, porteur d'une haine avérée de la démocratie et de la laïcité, de la femme, prônant la loi islamique (charia) comme contrat social, c'est-à-dire le libéralisme théocratique, qui allait être la force de frappe la plus apte à s'opposer impitoyablement aux courants progressistes, avec l'aide du pouvoir. En 1976 Boumediène avait déjà donné un signe politique fort de sa bonne volonté aux courants islam-conservateurs du FLN en tentant de faire passer le projet du Code de la famille qui fait des femmes des mineures à vie. La contestation des mouvements de femmes, avec à leur tête les Moudjahidates (combattantes de la guerre de libération) l'avait contraint à remiser ce projet dans les tiroirs.

C'est en 1984 que l'Assemblée Nationale, qui ne comportait en son sein qu'un seul parti, le FLN, avait voté un Code de la famille qui allait à contre-courant d'une Constitution égalitaire. La violence physique et politique n'avait donc pas attendu, comme on a voulu le faire croire, l'interruption du processus électoral de 1991 pour se déchaîner.

Le chat et la souris ou l'histoire du marteau et de l'enclume

Les portes de l'économie libérale se sont donc grandes ouvertes sur les



Manif à l'université d'Alger...

cadavres des individus les plus dérangeants. Les maquis des islamistes radicaux servent par ailleurs à contrôler – en l'effrayant – une partie de la population et servent de repoussoir à l'occasion des élections, pendant que les islamistes en costume cravate sont nommés à des postes ministériels de tout premier ordre. Pendant les massacres, l'ordre moral s'installe en Algérie.

Un exemple : à Tiaret, ville de l'ouest algérien où nous nous étions rendus il y a quatre ans, le jeu sinistre et démentiel entre les maquis islamistes et le pouvoir nous était apparu dans toute son ampleur et toute son horreur. La situation sociale était catastrophique : des salaires d'ouvriers d'entreprises d'État n'avaient pas été payés depuis 6 mois. Il y avait plus de 30% de la population au chômage.

Il y avait déjà eu 800 morts dans la Willaya (préfecture) et le maquis des islamistes survivait, impuni, dans les forêts des monts de l'Ouarsenis, au nord de la ville.

Lorsque la pression de la contestation sociale devenait trop forte – ce qui était le cas pendant que nous y étions : fronde syndicale, occupation

des usines, réémergence des associations de femmes, de jeunes –, comme par le fait du hasard les maquis descendaient sur la ville, tuaient quelques personnes, égorgaient des troupeaux et des bergers. La peur faisait son effet. Les gens rentraient chez eux : on ne risque pas sa vie pour un salaire. Alors, seulement, l'armée intervenait. Le maquis se repliait. Jusqu'à la prochaine fois.

De la résistance passive à l'insurrection

La résistance, désarmée, atomisée, ne s'est pas incarnée jusqu'à présent dans une représentation politique susceptible de renverser le rapport de forces. Du point de vue de la pensée elle se rêve des lendemains laïques et démocratiques, avec une restauration des fonctions publiques de l'État, telle qu'elle est représentée dans la vulgate républicaine classique.

En dépit de différences d'appréhension sur le rôle de l'État dans l'économie de marché et le niveau de centralisme ou de décentralisation souhaitable dans l'organisation de la société, elle est largement d'accord sur la séparation du politique et du

religieux (abolition de l'article 2 de la Constitution faisant de l'Islam la religion d'État), l'abrogation du Code de la famille, la restauration de la transparence politique et sa prééminence par rapport au militaire, la reconnaissance des différences culturelles par un statut officiel de la langue berbère (Tamazight) comme langue officielle et nationale.

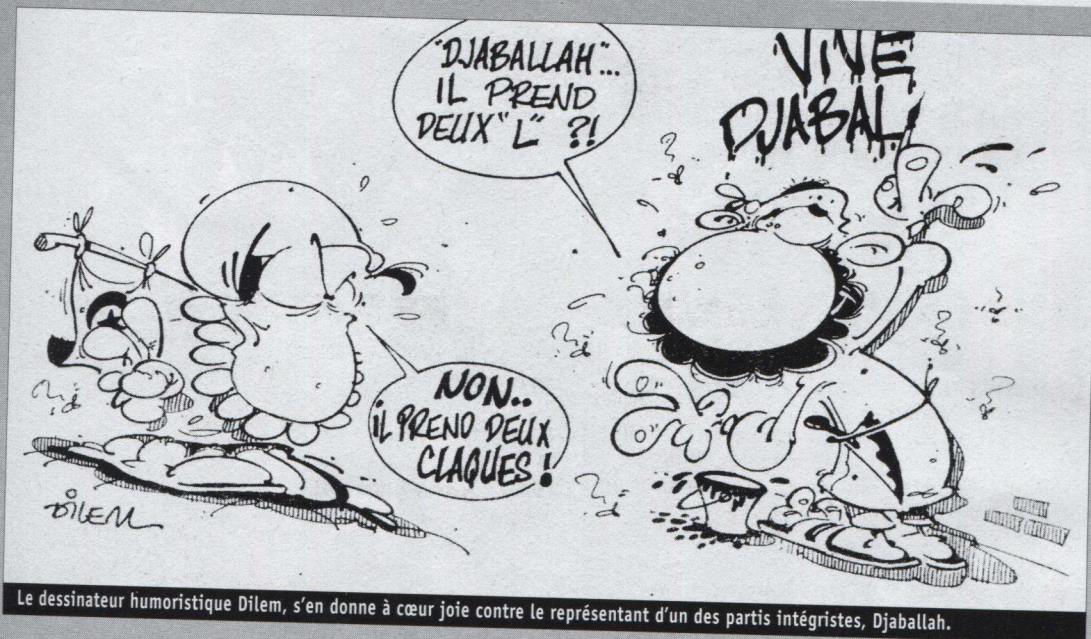
Ce qui peut nous apparaître, en Europe, comme étant élémentaire, est tout à fait novateur et constitue une démarche radicale dans les pays du Maghreb, et *a fortiori* dans les pays musulmans.

L'insurrection du printemps 2001 en Kabylie, et ce qui en perdure encore aujourd'hui malgré la répression, la manipulation, la volonté de pourrissement et la tentative de régionaliser le problème, en a considérablement développé le niveau.

Très populaire, extrêmement suivie, et ayant fait tache d'huile dans d'autres Willayas (Boumerdes, Bouira, à un niveau moindre à Batna, à Annaba, à El-Harrouch dans la Willaya de Skikda) elle se pose, au grand dam du pouvoir, comme l'émergence d'un mouvement national, garantie civile de l'affirmation citoyenne et la démo-

Il y avait déjà eu 800 morts...

KABYLIE BLUES



cratisation de la vie publique « revendiquant la mise sous l'autorité effective des instances démocratiquement élues de toutes les fonctions exécutives de l'État ». Le mouvement, prenant en charge les revendications socio-économiques de la population, demande la création sur tout le territoire d'une allocation chômage aujourd'hui inexistante.

Autonomie, fédéralisme, transformation sociale et contestation globale

Le mouvement va, dans sa globalité, beaucoup plus loin que celui du printemps berbère de 1980. Il a conscience que le pouvoir et les coalitions islamo-baahiste³ ont toujours réussi à marginaliser, à ghettoïser la Kabylie, y compris vis-à-vis des autres populations berbères (Chaouiés des Aurès, Mozabites de Ghardaïa, Touaregs du sud).

Il dépasse la simple revendication identitaire, reléguée au huitième point de la Plate-Forme d'El-Kseur (plate-forme des revendications non négociables, qui fait référence absolue dans toute la Kabylie), et attaque le socle du pouvoir, sa légitimité. Il conteste le fait même qu'il puisse être en quoi que ce soit dans la filiation de la Guerre de libération nationale, interdisant au chef de l'État et aux ministres l'accession aux

lieux historiques de la lutte de libération comme à Ifri Ouzellagen où est née la Charte de la Soummam.

Le slogan « Nous sommes des civils, ils sont des militaires, nous sommes à l'intérieur, ils sont à l'extérieur », reprend l'opposition entre les politiques (assassinés comme Abanne Ramdane) et les militaires, entre l'armée des maquis et l'armée des frontières qui a pris le pouvoir avec Ben Bella et Boumedienne.

Il y a ici volonté de se réapproprier l'histoire algérienne et de dire à quel point l'histoire y est devenue raison d'État, captation privative d'un patrimoine humain face à des acteurs devenus sans mémoire⁴.

La revendication de la reconnaissance de la langue berbère est, pour le mouvement, partie prenante d'une exigence de transformation sociale, et non pas son élément déterminant. Quant à l'autonomie, elle n'est à l'ordre du jour que pour un petit noyau regroupé autour du chanteur Ferhat Mehenni, le Mouvement pour l'Autonomie de la Kabylie (MAK). Elle ne l'est pas en tout cas pour le mouvement des assemblées qui craint que le pouvoir ne morcelle les revendications et les vide de leur contenu, même au prix de grandes concessions linguistiques, voire en « kabylisant » complètement l'administration régionale, pour ne rien changer sur le fond.

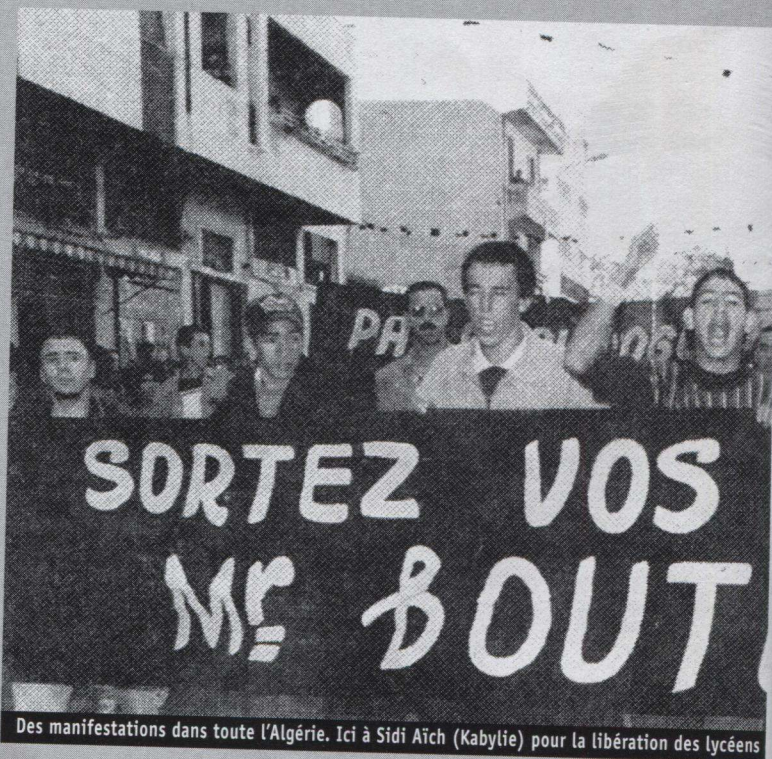
Qui plus est il ne pourrait y avoir d'autonomie de la Kabylie sans celle des autres régions, ce qui suppose à la fois une revendication conjointe, une réforme constitutionnelle (par qui ?), et que soit posé le problème de la répartition des richesses, la Kabylie étant une des régions les plus pauvres d'Algérie. L'autonomie et le fédéralisme peuvent avoir des significations très différentes ; elles ne tirent leur contenu, comme mode d'organisation, que du projet social global. C'est bien cela que pose le mouve-

ment des assemblées en s'opposant au MAK, conscient de ce que l'autonomie ne résoudrait ni le contenu ni la forme du pouvoir et pourrait même, au stade actuel, renforcer les féodalismes tribaux, familiaux et même religieux (marabouts).

Le Code d'honneur des délégués, sorte de règle de bonne conduite adopté à Assi Yousef en juillet 2001, spécifie que les délégués du mouvement s'engagent « à ne pas donner au mouvement une dimension régionaliste sous quelque forme que ce soit » (article 8).

La réflexion est quand même amorcée et pour la première fois le pouvoir algérien affirme que le sujet n'est plus tabou. La conscience post-jacobine conçoit qu'une nation puisse se constituer dans l'équilibre de l'un et du multiple. Mais elle peut tout à fait être ultra-libérale et anti-sociale. Elle peut être aussi culturaliste et anti-universaliste.

Mais le mouvement des assemblées va encore plus loin : dans la crise de la représentation politique, générale des deux côtés de la Méditerranée, il met en pratique une démocratie directe très exigeante et l'exemplarité de son mode d'organisation correspond aux formes démocratiques de lutte les plus innovantes que le



Une démocratie directe exigeante...

BLOC-NOTES

Chiapas

mouvement social ait créé en Europe au cours du xx^e siècle.

> **Georges Rivière**

février 2002 (suite au n° 37).

1. Aarouchs: pluriel de aarch, à l'origine un ensemble de tribus.

Dans la lutte actuelle, quand on évoque le terme «Aarch» cela signifie les représentants d'un village (Tajma,th ou Djema'a) Le nombre de représentants pour un village est proportionnel au nombre d'habitants.

2. L'islamisme politique prône en économie une doctrine ultra-libérale: démantèlement radical de l'État, suppression des partis et des syndicats, charité comme mécanisme de répartition des richesses, etc. Dans la communauté musulmane, Dieu, au travers de sa révélation au Prophète, est le seul référent et le seul garant de la justice et de l'harmonie.

3. Islamo-baathiste: terme générique employé en Algérie avec une forte connotation critique qui fait référence au parti Baath au pouvoir en Irak ou en Syrie et à son alliance avec l'islamisme. Il synthétise tout ce que récuse l'actuel mouvement algérien: le panarabisme du FLN et le panislamisme des conservateurs. Même la commémoration du quarantième anniversaire de la signature des accords d'Évian, le 19 mars, pose le problème de la légitimité du pouvoir, c'est-à-dire de la continuité de la filiation avec les combattants de la libération nationale.

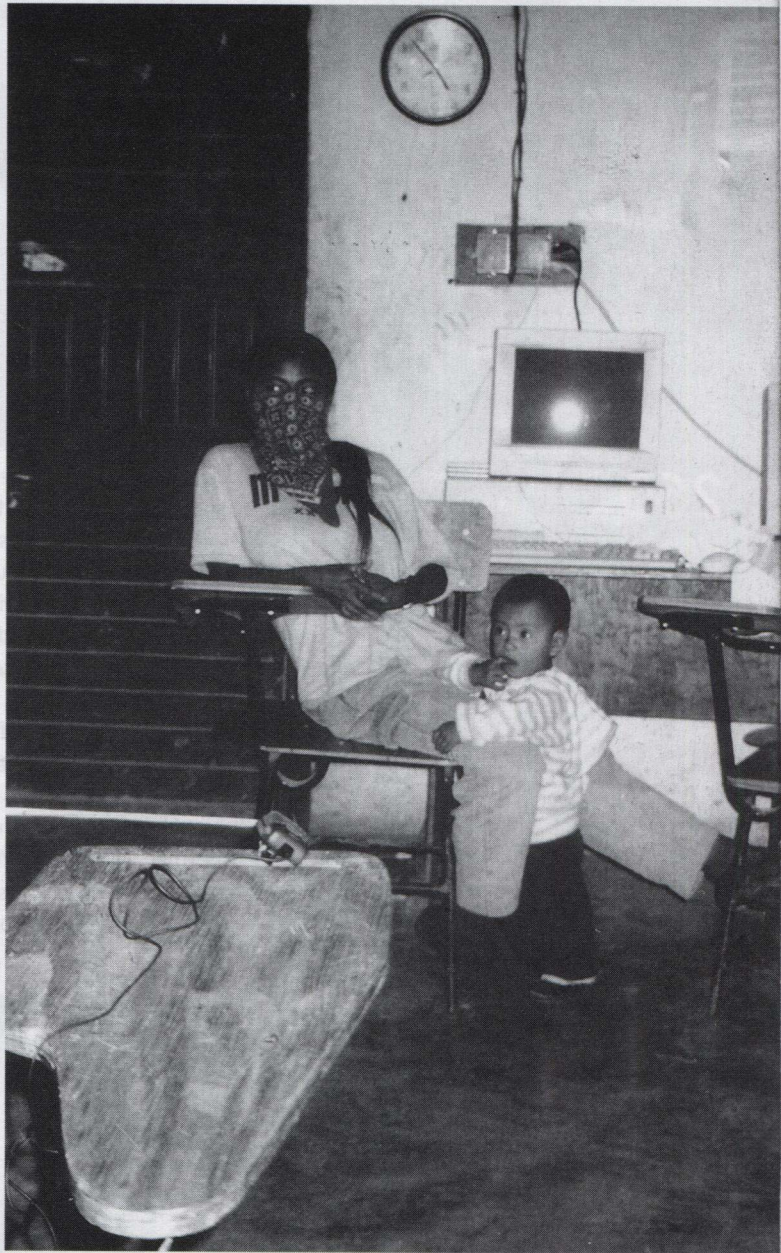
4. Le mot démocratique est, sous la plume de l'auteur de cet article, lié au mode d'organisation parlementaire aujourd'hui contesté. Le mouvement social ne s'y fige pas. Il est précisément en train, au seuil du deuxième millénaire, de réinventer la dynamique de ré-appropriation du pouvoir sur sa propre existence, qui a été celui de la démocratie, puis du socialisme, avec des fortunes diverses.

Du 16/02 au 03/03 dernier, la Commission Civile d'Observation des Droits Humains composée de 104 personnes de 14 pays différents a recueilli des informations sur l'évolution des Droits Humains au Mexique et plus particulièrement au Chiapas, tant auprès des autorités officielles que des organisations de la société civile et des communautés demeurant dans les zones de conflit.

Le constat global est une dégradation de la situation économique et sociale des communautés. Les cours des cultures traditionnelles ont chuté et les carences des services élémentaires (santé, alimentation, éducation) prennent des proportions dramatiques. Les programmes de développement gouvernementaux, en favorisant arbitrairement certaines populations divisent les communautés. L'attribution de titres individuels de propriété, qui va à l'encontre du système traditionnel de gestion communautaire des terres, renforce ce phénomène. Les terres des zones indigènes sont aujourd'hui la cible de grands intérêts économiques en raison de leurs richesses naturelles, de leur biodiversité et de leur réserve de main d'œuvre. Les populations sont démunies face au Plan Puebla Panama (dans la droite ligne du Traité de Libre Commerce) et ne peuvent trouver dans la nouvelle loi indigène aucun instrument pour contrôler les ressources de leur territoire, contrairement à ce qu'offraient les Accords de San Andrés et la loi COCOPA.

L'effectif total de l'armée n'a pas changé. Les forces sont repositionnées et patrouilles et survols aériens continuent. Parallèlement les groupes paramilitaires aidés par l'armée et appuyés par les vieilles structures du PRI mènent une politique d'intimidation et d'agression.

L'effectif de l'armée n'a pas changé...



Les responsables vivent une impunité quasi totale et dans ces conditions, la Loi de Réconciliation promue par le gouvernement n'est qu'un leurre. Le retour des personnes déplacées du fait de la guerre a lieu sans aucune garantie de sécurité. D'un point de vue général, les populations indigènes accèdent difficilement à la justice. Les droits humains ne sont pas respectés lors

des arrestations et des procès; les délits d'opinion sont masqués par des accusations diverses et la torture est pratiquée.

Face à ces constats, la commission a émis une suite de 7 recommandations dont l'observation améliorerait la situation et qu'elle remettra à l'ONU, au Parlement Européen et au Gouvernement Mexicain.

> **Collectif zapatiste toulousain**



enseignants emprisonnés

DES CHIFFRES ET DES MAUX

68 C'est le nombre de millionnaires actuellement présent dans le cabinet de G. Bush. Sept ont un capital supérieur à 10 millions de dollars et six viennent de l'industrie pétrolière. Combien de nouveaux millionnaires après la guerre en Afghanistan si justement nommée « justice sans limite ».

14 % C'est l'augmentation demandée par Bush au Congrès pour son budget militaire, soit une rallonge de 55 milliards d'euros. Comme l'écrit le *Nouvel Obs* du 14 au 20 février 2002 : « Cette hausse est supérieure au budget militaire total de n'importe quel autre pays. » Vous avez dit gendarme du monde ?

260 millions d'euros : c'est le prix d'un seul avion F-22 autrement dit « chasseur furtif ». Ce n'est qu'en 2006-2007 que les fabricants d'armes toucheront les dividendes. Les dépenses pour ces années-là en matériel militaire dépasseront les 100 milliards de dollars par an. Ben Laden quand tu nous tiens ?

30 % C'est l'augmentation des droits de douane imposé par Georges Bush aux pays importateurs d'acier. À quand une croisade des pays civilisés contre ce pays au-dessus des lois, qui bafoue les lois libérales permettant le libre échange des marchandises et des biens. Hou là j'arrête ! je commence à être contaminé.

0,7 % C'est l'objectif financier sur lequel s'étaient mis d'accord les pays riches – il y déjà trente ans – pour venir en aide aux pays en voie de développement. Le sommet de Monterrey au Mexique au mois de mars, comme le dit Kofi Annan « n'est rien d'autre que de l'encre sur du papier ». Pour les USA, 0,1 % est largement suffisant, compte tenu des frais qu'ils ont engagés pour sauver la civilisation occidentale et chrétienne, on les comprend. Si le Danemark bat tous les records de l'aide apportée, 1,06 % de son PIB, la France n'est pas la championne du monde dans cette catégorie, elle ne reverse que 0,32 % du budget national.

► Bibas

ON NOUS ÉCRIT

Réflexion tout à fait personnelle

Choix de vie

Il était une fois, il y a presque 25 ans Nous quittons Toulouse, adieu sa vie culturelle mais aussi les fumées de l'ONIA.

Nous nous installons près de Montauban, ville éteinte dès que s'allument les téléviseurs. Mais je retrouve les saisons, le plaisir d'ouvrir les portes et fenêtres, le bonheur d'élever ma fille avec le soleil, le chant des oiseaux, les promenades dont on revient le panier garni de champignons, châtaignes, ciboulettes, pissenlits ou simplement de fleurs, émerveillement devant la graine qui germe.

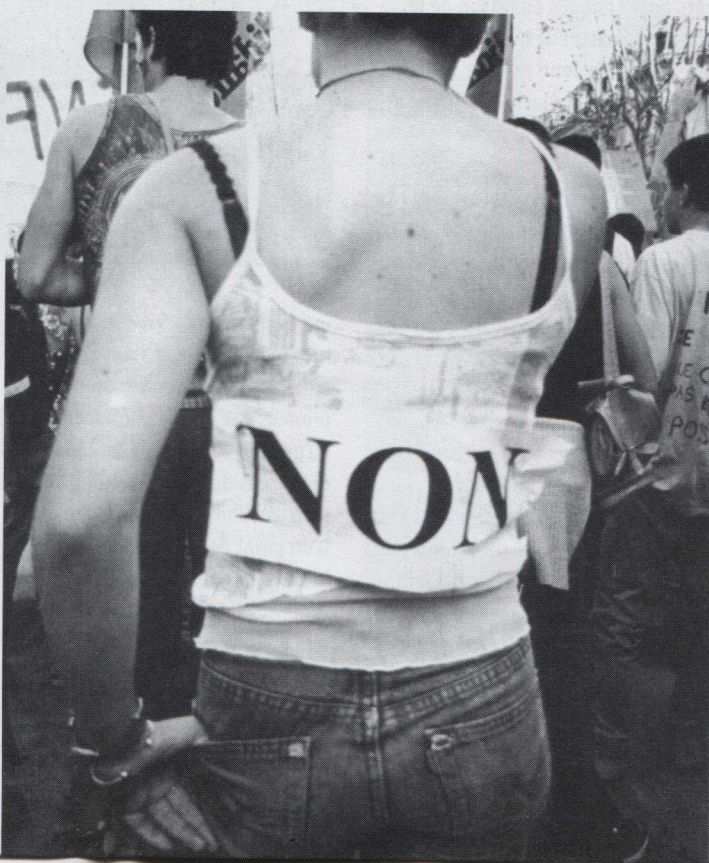
Peu à peu, Montauban s'anime. Je reprends l'habitude de « descendre » en ville : réunions, animations, spectacles (le théâtre à l'italienne est magnifique). Bien sûr, de temps en temps une voiture brûle, mais je déambule en toute quiétude le long des rues pour rejoindre une animation ou siroter un verre dans un bar qui ce soir là reçoit un chanteur.

Changement de municipalité : immédiatement augmentation conséquente des indemnités de Mme le Maire et de ses conseillers, emplois dans les quartiers sensibles supprimés, subventions aux associations en chute libre (ancien cinéma devenu salle de spectacle, lieu d'informations, de répétitions, de rencontres pour les jeunes, le Rio est condamné).

« MONTALBANAIS VOUS AVEZ LE BON CHOIX. » Soyez sereins, vous ne croiserez plus de silhouettes interlopes mais régulièrement des groupes armés en uniforme. « NOUS NOUS OCCUPONS DE VOTRE SÉCURITÉ. »

Pourquoi donc, maintenant, les rues de cette ville me font-elles frissonner ? Vite, il me faut remonter dans les collines.

► Mirdau



© Arnaud DUFAUD

POÉSIE DU JOUR

Le grand cirque

La nuit s'étale sournoise sur la cité,
Délaissant l'avenue à ce flot
grimaçant,
De saltimbanques usés qui rongent
le temps.

La fanfare est un fer qui racle le
pavé,
Au rythme aliénant d'une marche
cadencée.

Des jongleurs de mots se balancent
des étoiles d'or,
Arrachées vivantes au chapiteau
infini,
Elles brûlent, martyres, dans des
bouches roussies,
Qui crachent et soufflent leur haine
en gerbe de mort.

Les roues tournent implacablement
sur le pavé,
Entraînant après elles une cage
dorée.
En son sein gîte et rugit un lion
miteux,
À qui le diable, joueur, accroche à
la queue,
Une flamme tricolore triste et
inquiétante,
Où le bleu azur aux reflets de nuit
sanglante,
Parade bord à bord en royale
insolence,
Avec la rouge colère de l'ignorance.

► A. V.

Gourmandise

J'ai l'âme marmelade et l'humeur
citron,
Mes paupières s'étalent en pâte
brisée,
Elles pendent tristement comme
des cerises gâtées,
À l'ombre tranquille d'un nez en
poire.
Seul mon regard brûle d'un feu
d'enfer.
Sagement je contemple le reflet
dans l'assiette :
Mon dieu que j'ai l'air tarte !

► A. V.

LIBER... TERRE

Le silence

Depuis quelques jours, il régnait au bureau une ambiance étrange. Pourtant, penchés sur nos ordinateurs, nous effectuions nos tâches sans broncher. Il semblait que pour notre génération, toute contestation fut définitivement abolie, comme si chacun d'entre nous, et autour de nous la multitude des employés entassés dans les bureaux de la capitale, n'était plus qu'un rouage bien huilé, voué corps et âme à la prolifération des marchés. L'Empire dominait le monde, tant les humains du Nord et du Sud – encore que dans

cette partie du globe quelques éléments biopolitiques lui échappaient encore – que les êtres animaux et végétaux dont il s'était accaparé les services, le génome, la reproduction. Le silence ce matin-là était à couper au couteau. De ce brouillard épais s'échappaient par instant des effluves qui collaient à nos tempes, se condensaient en une fine sueur. Nous attendions. Ce brouillard était une attente. Une angoisse m'étreignait la gorge, jamais encore ma solitude ne s'était cristallisée à ce point dans l'étroite gangue de mon cerveau. Tout

était flou, comme était floue l'employée qui travaillait face à moi, légèrement décalée, imbriquée à mon corps-ordinateur comme je l'étais au sien sans que je ne ressente ni haine, ni désir. Comme chaque jour, j'obéissais au programme qui défilait sur l'écran, il y avait le même, digéré, fixé dans un coin de mon cerveau. J'étais une bonne machine. Mais je peux le dire aujourd'hui, à cet instant, je savais avec une joie terrifiante ce qu'elle et moi, et tous ceux arrimés à leur clavier avions en commun, c'est-à-dire à quel point nous étions différents. Ce que nous avions en commun, c'était ce qui nous faisait palpiter et jouir, vibrer et nous tordre de douleur à notre manière, c'était

notre affectivité propre. Et l'envie de connaître cela, de la respecter, de la voir s'exprimer à la face du monde. Au début, plus je devenais performant, plus ma solitude grandissait, c'était comme une démission, une immobilité d'obèse, et malgré les rencontres, je me sentais enfoui, retranché, j'ai même réussi à ne plus avoir honte. Et puis, j'ai commencé à remplir cet espace vide avec des petits bouts de rêves, de minuscules visions, ça faisait comme des étincelles à l'intérieur, des sursauts qui m'obligeaient à penser: tu n'es pas tout à fait mort. Mais j'étais une bonne machine, et je gardais le silence. (À suivre...)

> Valmat

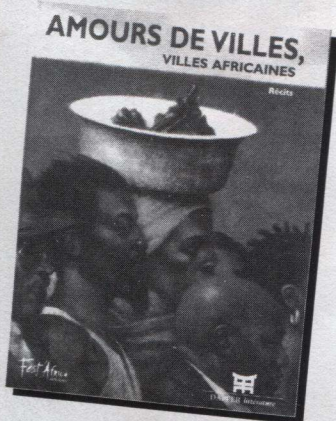
LIBRES LIVRES

Amours de villes, Villes africaines

Récits

Éditions Fest'afrika

10,67 euros



Loin d'être un guide touristique que ce petit bouquin à dénicher chez son libraire!

De Saint-Louis du Sénégal en passant par Cotonou, Lomé et Libreville, plusieurs auteurs livrent leurs visions d'une ville qu'ils ont aimée, détesté mais parcouru à coup sûr. Une autre vision de l'Afrique avec ses marchés, ses gens du coin qui viennent et font l'atmosphère d'une cité. Des roublards, des amoureux, bref, la vie qui coule au rythme de la chaleur mais surtout des humains qui composent les villes

L'atmosphère des cités...

d'où qu'elles soient. Une rencontre écrite qui précède souvent un départ. Qui sait si vous ne partirez pas cette fois-ci ?

Le goût de Venise

Édition Mercure de France

4,20 euros

Ce coup-ci c'est un guide, mais, sous couvert de rapprochements à la littérature diverse et variée. Un quartier qui renvoie à un passage d'un texte d'un écrivain, une émotion et vous voilà à lire Hemingway qui parle de la Sérénissime! Le tout avec ces renseignements qui vous perdent dans une ville que tout le monde croit connaître. Juste un livre pour la poche arrière du pantalon!



La ruée vers l'Est

Les Libertarios

11 euros avec port,

contact tél. : 05 61 44 90 93.

Jean-Marc Leclerc est un chanteur libertaire toulousain, espérantiste et polyglotte. Son groupe, *Les Libertarios*, vient de sortir un nouveau CD entièrement tourné vers l'Europe de l'Est. Les airs sont inspirés de la musique traditionnelle, les thèmes chantés en partie en

langue slave y font référence. Dans son CD précédent, il avait chanté Nestor Makhno. Cette fois-ci il rend hommage aux libertaires juifs d'Europe Orientale dans *Les libertaires du Yiddishland*, clin d'œil complice au livre édité par le Coquelicot-Alternative libertaire de Toulouse. Amateurs-trices de musiques de l'Est, n'hésitez pas à vous procurer ce CD des *Libertarios*.

> Vaporetto

LES MURS EN PARLENT



Agone brûle

Dans la nuit du 29 au 30 mai 2002 à Gasny (Normandie), le hangar du distributeur-éditeur Les Belles lettres a été entièrement détruit par un incendie. La totalité du stock des éditions Agone est partie en fumée. Revue née à Marseille en 1990, Agone devient en 1998 une maison d'édition dont la ligne éditoriale est clairement définie dès les premiers titres de la collection « Contre-feux » : apporter des éléments de réflexion sur les thèmes qui agitent notre présent, nourrir d'analyses et de critiques argumentées les débats sur nos choix de société. Le travail accompli à ce titre par Agone est exemplaire du renouveau de l'édition indépendante et engagée. En cinq ans, d'autres collections sont venues s'ajouter. À l'heure qu'il est, les éditions Agone n'ont plus de livres disponibles ! Il faut qu'une partie du fonds soit reconstituée au plus vite, car les librairies ne doivent pas se trouver en rupture de stock. La poursuite du projet des éditions Agone est dépendante de la distribution et de la vente de ses livres. Merci de votre participation et de votre soutien, sous forme de dons ou de souscription.

Agone, BP 2326, 13213, Marseille Cedex 02.
solidarite-agone@atheles.org
par chèque à l'ordre d'Agone,
par virement sur notre compte CCP :
Établissement 20041 - Guichet 01008
Compte 0880645M029 - Clé RIB : 38
Marseille
Faites circuler l'info !

POT DE VIN ET COPINAGE

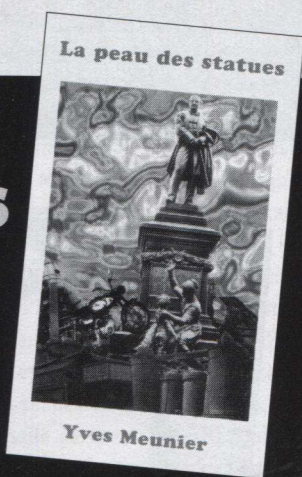
La peau des statues

Yves Meunier

À commander au journal
qui fera suivre
10 euros

Qui se souvient de la Commune du Creusot ? Pas grand monde, mais il reste encore la mémoire de quelques-uns qui persistent à faire revivre le monde ouvrier quand il est nécessaire. C'est franchement le cas aujourd'hui ! Sous forme de récit croisé entre l'histoire de la Commune en 1870 dans la ville du Creusot avec ses travers, ses grandes gueules et ses faux derches et une sombre histoire de meurtre en plein centre de la ville, Yves Meunier se lance dans un premier polar bien ficelé. Truffé de références historiques attestant d'un véritable travail de recherche sur le terrain et d'une grande capacité à faire vivre des personnages

d'aujourd'hui, ce roman auto-produit mérite le détour. On s'aperçoit bien vite que l'histoire avec un grand H n'appartient pas qu'aux politicards mais aussi à ceux et celles qui ont trimé et qui triment encore, encore faut-il ne pas être amnésique. C'est tout le mérite de l'auteur que d'avoir bousculé le ronron d'une ville comme le Creusot comme l'asténie collective qui parfois nous enveloppe. Mais au fait, qui vient déposer la nuit venue de sombres étrons aux pieds des statues de la ville ?



SOMMAIRE

ÇA M'ÉNERVE Suffit pas d voter 2
BOUSSOLE Quel mouvement social ? 2
PAS DE QUARTIER Urbanisme de façade 6
SONNEZ LA RETRAITE Pension de famille 6
POINT DE VUE ÉLECTRIQUE Barcelone, l'Estaca 6
Barça énergie 7
KEFFIEH & KIPPA Où est la Palestine ? 8
Mer morte 9
KABYLIE BLUES Le mouvement des Aarouchs 10
BLOC-NOTES Chiapas 14
LIBER... TERRE Le silence 15

Directeur de publication :

Patrick Leclerc
Équipe de rédaction :
Françoise Brami,
Juanito Marcos, Robert Venezia.

Prix du numéro : 3 €

Abonnement : 5 numéros : 15 €

Abonnement de soutien : 20 €

Boite postale : 4 078 31029
Toulouse CEDEX 4

Commission paritaire : en cours

Ont été mis à contribution

pour ce numéro : Bibas, Franck Einstein, Georges, Philippe, Valma, Ravachefolle, Vaporetto.

Les photos sont de Arnauld Dufaud.

Les articles sont sous

la responsabilité de leurs auteurs.

Imprimerie spéciale : Le Coquelicot

À NOS LECTEURS

Bien que nous n'ayons rien à voir avec une quelconque restructuration du style Vivendi ou autres multinationales, nous n'échappons pas aux aléas de la vie, la vraie cette fois-ci. Le Coquelicot, journal élaboré par une poignée d'irréductibles allant et venant au gré des temps libres, des envies et, parfois des oppositions, n'a pas échappé à la règle. Ce qui a donné le retard que vous avez constaté dans notre parution. Ce numéro vous arrive avec près de d'un mois de retard dû aux départs de certains, une nouvelle maquette difficile à gérer et tout ce qui fait que des non-professionnels se retrouvent parfois dans la panade. Alors voilà, un numéro 36 à la bourre, un n° 37 qui vous arrivera pour l'été (prévu pour juillet), mais toujours l'envie de vous donner un maximum de satisfaction encore plus libertaire. Excusez-nous pour le décalage !

Je m'abonne au Coquelicot

Je désire souscrire un abonnement :
pour 5 numéros : 15,25 €
de soutien : 23 €

NOM :
PRÉNOM :
ADRESSE :

LE COQUELICOT, BP 4078, 31029 TOULOUSE CEDEX 4